|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
| **Gendarmerie nationale** |

A [*lieu*], le [*date*]

**Objet : Engagement de confidentialité – Opération CapSatory**

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de notre candidature à la procédure menée par l’Etat, représenté par le commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale (COMSOPGN), en vue de la désignation du titulaire du marché de partenariat pour le financement, la réhabilitation, la construction (en ce compris la démolition) et l’entretien-maintenance des infrastructures de la gendarmerie nationale sur le site de Satory-Est (ci-après la « ***Consultation***»), l’Etat sera amené à nous communiquer des éléments et informations dont nous reconnaissons par la présente la nature confidentielle.

Les informations et documents qui nous seront communiqués, à savoir l’ensemble du dossier de consultation des entreprises, sont ci-après désignés les « ***Informations Confidentielles*** ».

Les Informations Confidentielles ne comprennent pas les informations (i) qui sont ou viendraient à être disponibles et connues du public sans que cela ne résulte d’une violation du présent engagement par nous ou par nos représentants ou (ii) qui ont été licitement mises à disposition ou transmises à nous ou nos représentants, par un tiers non tenu, à notre connaissance ou celle de nos représentants, par une obligation de confidentialité envers l’Etat pour ce qui concerne les informations divulguées ou (iii) qui sont déjà connues de nous ou de nos représentants, cette connaissance préalable pouvant être démontrée par l’existence de documents appropriées dans nos dossiers.

Nous nous engageons à ce que les Informations Confidentielles demeurent strictement confidentielles et qu'elles ne soient pas divulguées, directement ou indirectement, en tout ou en partie, (a) par l’une des sociétés qui forment notre groupement candidat ou par l'un de leurs collaborateurs, mandataires, représentants, dirigeants, administrateurs ou employés incluant ceux de toute société qu’elles contrôlent directement ou indirectement, qui les contrôlent directement ou indirectement ou sous le contrôle commun d'une autre personne ou entité ou qui exerce sur elles un contrôle commun avec une autre personne ou entité ou (b) par les conseils externes ou prestataires qu’elles pourraient décider de s’adjoindre (ci-après collectivement, les « ***Personnes Liées*** »), ni utilisées par elles ou les Personnes Liées autrement que dans le contexte de notre candidature à la Consultation, sauf dans le cas où une telle divulgation est rendue obligatoire par la loi ou une décision de justice ou sur demande d’une autorité de régulation ou de supervision financière sous réserve d’apporter la preuve de cette demande à l’Etat, ou si ces informations sont devenues publiques par ailleurs.

Sauf autorisation préalable et écrite de l’Etat, nous nous engageons en notre nom et au nom des Personnes Liées à ne pas divulguer, directement ou indirectement, à qui que ce soit, le fait que des Informations Confidentielles nous ont été communiquées. Nous portons fort du respect des termes de ce paragraphe par nos Personnes Liées.

Par ailleurs, nous acceptons de ne divulguer les Informations Confidentielles qu'à celles des Personnes Liées auxquelles ces informations sont strictement nécessaires dans le cadre de la préparation de notre candidature, nos propositions et offre, dans le cadre de la Consultation. Le nombre de ces Personnes Liées devra être limité au strict minimum. Nous ferons savoir aux Personnes Liées que ces informations sont de nature confidentielle, voire privilégiée et nous nous porterons fort de ce que les Personnes Liées respecteront les obligations prévues dans le présent engagement de confidentialité.

Nous nous engageons par la présente à ne conserver aucune copie des documents sur quelque support que ce soit, après l’attribution du marché de partenariat, à l’exception de celles qui seraient strictement nécessaires pour satisfaire aux dispositions légales et réglementaires auxquelles nous sommes soumis.

Sur demande de l’Etat, nous ferons également supprimer les Informations Confidentielles des ordinateurs des Personnes Liées et fournirons à l’Etat une confirmation en ce sens.

Au cas où nous ne serions pas retenus comme attributaire du marché de partenariat, nous nous engageons en notre nom et au nom des Personnes Liées à maintenir confidentiel l’ensemble des Informations Confidentielles qui nous auront été communiquées par l’Etat et à n'entreprendre aucune action qui viserait à utiliser les Informations Confidentielles en violation des stipulations des présentes. Sauf à ce que ce soit expressément interdit par une disposition légale ou règlementaire à laquelle nous sommes soumise, nous fournirons à l’Etat, sur simple demande, toutes informations qui pourraient lui permettre de vérifier le respect de l’engagement visé dans ce paragraphe.

Les divers engagements prévus par la présente lettre demeureront en vigueur et porteront tous leurs effets que nous soyons ou non retenus au terme de la Consultation.

Les dispositions de la présente lettre sont régies par le droit français.

Nous indiquons notre acceptation des termes ci-dessus en retournant à l’Etat la présente lettre signée par une personne dûment habilitée.

Signature pour acceptation,

Par : [*nom/prénom*]

Qualité : [*titre*]

Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_